

HOCINE ZEHOUANE À PROPOS DES ÉLECTIONS DU 10 MAI :

«Nous prévoyons un fort taux d'abstention»

Pour M^e Hocine Zehouane, il n'y a pas plus à retenir des échéances électorales du 10 mai qu'une grande indifférence citoyenne, doublée d'un discours réduit autour d'un risque de fraude électorale et de présence d'observateurs étrangers.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Le président de la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme est catégorique : «Le sentiment dominant est que nous allons vers un fort taux d'abstention.» M^e Hocine Zehouane, qui s'exprimait, hier, dans une conférence de presse, pense qu'une telle évidence est le résultat d'un «paysage politique éclaté, une pléthore de formations même pas dégrossies, plus de 25 000 candidatures pour 462 sièges à pourvoir et un discours réduit autour d'un risque de fraude électorale et de présence d'observateurs étrangers».

Sur ce, le président de la LADDH s'exclame : «Que dire de l'ascèse politique électorale des comportements des prétendants

et de leurs cautions à la candidature, des parrainages qui se sont vendus dans des cafés et gargotes au plus offrant, des réseaux de racolage et de ramassage de fonds ! Quelle déchéance pour la politique ! Quelle déchéance pour l'idéal démocratique et quelle disqualification pour la politique !»

Dans cette ambiance, Hocine Zehouane situe la réaction du citoyen : «Vous le remarquez bien, la réaction des citoyens en grand nombre est celle de la dérision. Nous pensons que c'est un signe de capacité critique, regardez le sort réservé aux panneaux et aux affiches publicitaires des candidats ! Voyez les réactions de la jeunesse aux tentatives de séduction et de maquillage médiatique : le repoussoir, la déri-

M^e Hocine Zehouane.

sion ou l'indifférence.» Toutefois, si M^e Zehouane prévoit un fort taux d'abstention, il trouve malvenu d'en faire une hantise. Il s'explique : «Pourquoi vouloir mas-

quer cette éventualité. Pourquoi s'effrayer d'une tendance qui en elle-même peut être porteuse d'un message fort, qu'induit une puissante attente sinon une exi-

gence d'aller vers des refondations nationales audacieuses à la mesure des défis que notre pays doit affronter au plan interne et international ?»

Enfin, M^e Zehouane a souligné l'importance de prévenir les désillusions et les tendances lourdes qu'imposent les prochaines échéances de refondation nationale.

«Nous avons esquissé un schéma directeur dans le manifeste que nous avons remis à la commission Bensalah. Il recoupe les trois champs institutionnel, économique et social dans une vaste esquisse qui doit porter la dynamique de refondation nationale. Après le 10 mai, quels que soient les résultats du scrutin, il faut imprégner les sphères de la décision et toute l'élite du pays qu'il s'agit bien d'un véritable état de nécessité historique», a-t-il conclu.

M. M.

Scrutin ouvert aujourd'hui
à la communauté algérienne en France

De notre bureau de Paris Khadidja Baba-Ahmed

C'est aujourd'hui (mardi) que les bureaux de vote pour le scrutin législatif algérien seront ouverts aux électeurs inscrits. Le vote se déroulera sur trois jours, soit du mardi 8 mai au jeudi 10 mai inclus. Comme dans le pays, la campagne électorale s'est arrêtée dimanche. Outre un affichage essentiellement sauvage, cette campagne ici en France, en tout cas en Zone 1 (le nord de la France) n'a pas remué beaucoup de monde. Attendons, cependant, pour voir si l'engouement arrive. En attendant qui se présente, où votent les électeurs et combien ils sont. La France a été répartie en deux zones : zone 1 pour le nord de l'Hexagone et zone 2 pour le sud. Alors que la zone 1 compte 489 545 électeurs inscrits, celle du sud compte 311 963 citoyens inscrits, soit un total de plus de 800 000 électeurs inscrits. 10 centres de vote, par zone, sont ouverts depuis ce matin regroupant 82 bureaux de vote pour la zone 1 et 57 pour la zone 2. Ce ne sont pas moins de 92 candidats qui se présenteront au suffrage des électeurs. Deux sièges de députés sont en compétition pour la zone 1 (Paris, Strasbourg, Lille, Bobigny, Nanterre, Pantoise, Vitry-sur-Seine et Metz) et deux sièges pour la zone 2 (Marseille, Lyon, Grenoble, Toulouse, Bordeaux, Nantes, Montpellier, Nice, Saint-Étienne et Besançon).

Pas moins de 23 partis, dont la plupart sont très peu connus, pour ne pas dire pas du tout, sont présents dans la compétition. Chaque liste comprend 4 noms : 2 candidats titulaires et deux suppléants. Si la parité hommes-femmes dans les listes a été respectée, la consultation de ces listes fait apparaître que seule une femme est présentée par son parti El Ittihad en tête de liste.

Par ailleurs, beaucoup de listes présentent, pour éviter la contrainte de la parité, les mêmes noms, donnant l'impression que l'on a fait la parité avec l'épouse ou la sœur du candidat titulaire.

K. B.-A.

DJABALLAH AU LENDEMAIN DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

«Il faut définir des critères de candidature à la députation»

Le quotidien arabophone El Wassat a accordé un temps additionnel à Saâd-Abdallah Djaballah, hier, pour prolonger sa campagne électorale. Il a eu ainsi à expliquer, durant le forum de ce journal, sa démarche devant «endiguer la pauvreté en une année».

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - La campagne électorale étant clôturée la veille à minuit, *El Wassat* a offert sa tribune au président du Front de la justice et du développement (FJD) pour rencontrer les journalistes. Y ont été invités et la presse écrite et les médias lourds.

Bref, le leader islamiste a estimé qu'il faudrait définir, à l'avenir, les critères qu'un candidat à la députation doit remplir. «J'ai eu à discuter de ce sujet avec des personnalités ès qualités au sein de l'appareil de l'Etat. Ils pensent à tort que le fait de poser des conditions préalables à la candidature serait assimilé à une atteinte au principe de l'égalité des chances. Per-

sonnellement, je pense qu'il faut définir des critères et je trouve qu'il n'y a aucun problème du moment que ces critères seront écrits et connus de tous», a-t-il avancé. Et d'étaler sa pensée : «Les députés ont la responsabilité de légiférer au nom du peuple. C'est une lourde responsabilité et un candidat à la députation doit nécessairement disposer de qualités le prédestinant à une telle responsabilité.» Le président du FJD est enfin revenu sur le programme économique de son parti. Ce faisant, il convient de noter la démarche du FJD devant «endiguer la pauvreté en une année», promesse pour le moins populiste et



Abdallah Djaballah.

ayant suscité moult interrogations durant la campagne électorale. «Nous proposons la création d'un ministère délégué auprès du ministre des Finances chargé de la zakat. Il aura pour mission de recenser les pauvres et collecter la zakat. En plus des sources alimentant la caisse de la

zakat, il convient d'ajouter la zakat sur le rakaz (richesse du sous-sol, Nndlr). Le seul pétrole peut générer près de trois milliards de dollars américains par an, ce qui est suffisant pour endiguer la pauvreté en une année, une fois ces fonds redistribués», conclut-il.

L. H.

LE SNPSP ET LE SNPSSP EN GRÈVE

Vers des actions communes de l'Intersyndicale de la santé

Le SNPSP et le SNPSSP, membres de l'Intersyndicale du secteur de la santé, qui ont opté pour le débrayage, dénoncent l'absence de dialogue avec le ministère de la Santé. Un rassemblement qui réunira les quatre corps de l'Intersyndicale est, par ailleurs, prévu le lundi 14 mai devant le ministère.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Les quatre membres de l'Intersyndicale du secteur de la santé qui sont le Syndicat national des praticiens de la santé publique (SNPSP), le Syndicat national des praticiens spécialistes de la santé publique (SNPSSP), le Syndicat des psychologues (Snapsy) et le Syndicat des professeurs de l'enseignement paramédical (SNEPM), se disent mobilisés en vue de faire aboutir leur plate-

forme de revendications. Le SNPSP est en grève de trois jours depuis hier et avait déjà entamé la protesta dans la journée du 30 avril dernier alors que le SNPSSP poursuit sa grève illimitée.

Pour le docteur Merabet, président du SNPSP et porte-parole de l'Intersyndicale, les membres de la coordination partagent les principales revendications qui, précise-t-il, sont légitimes. Le docteur Merabet dira aussi que la tutelle conti-

nue d'ignorer les revendications des syndicats du secteur et a même rompu le dialogue avec eux. «Les engagements pris il y a de cela deux années par la tutelle n'ont pas été respectés à ce jour, rien n'est fait pour régler nos problèmes et tous les dossiers sont encore ouverts», a déclaré le docteur Merabet.

«Le ministère n'a pas à nous rappeler nos obligations et nous assurons actuellement le service minimum, comme celui que nous assurons pour les examens de fin d'année et le jour des élections. La loi prévoit que c'est à la tutelle d'initier des réunions de concilia-

tion jusqu'à arriver à un consensus, ce qui n'a pas été fait», précise le porte-parole de l'Intersyndicale.

Pour le syndicaliste, le droit de grève est garanti en dépit des «tentatives d'intimidation de la tutelle». Le SNPSP tiendra, par ailleurs, le 17 mai son conseil national pour décider des actions à entreprendre. Le syndicat annonce un taux de suivi national de 72%, avec 74% à Alger, 62% à Annaba, 80% à Bouira, 92% à Blida et 92% à Tamanrasset.

Des rencontres sont aussi prévues entre les membres de l'Intersyndicale en vue d'arriver à des

actions communes, selon le docteur Merabet. «Nos concertations sont avancées dans le but d'arriver à unir nos actions», a expliqué notre interlocuteur.

L'Intersyndicale tiendra ainsi un rassemblement le lundi 14 mai devant le ministère de la Santé. Le premier point sur la liste des revendications de l'Intersyndicale concerne le droit de la pratique syndicale, suivi par la nécessité de disposer des moyens nécessaires à une bonne prise en charge des patients et par les ajustements des statuts et la prise en charge de la question du régime indemnitaire.

F.-Z. B.